

Pøttering : Faire obstacle au protectionnisme et d'œdfendre le marchœ unique europœen

Publiœ le: 26-02-2009



Article de Hans-Gert Pøttering, Prœsident du Parlement europœen, a l'œccasion du Conseil Europœen extraordinaire, prœvu pour le 1 mars 2009.

Ces derniœres semaines, des signaux trœs inquiœtants ont œtœ envoyœs dans toute l'œUnion europœenne. Le marchœ unique europœen – l'œune de nos plus belles rœussites – risque d'œœtre œbranlœ et de subir de sœrieux assauts si nous ne parvenons pas a garder la tœte froide pour prendre des dœcisions concernant la maniœre de surmonter la crise œconomique.

Lorsque Franklin D. Roosevelt a prononcœ son discours d'œinvestiture, en mars 1933, les œtats-Unis œtaient en pleine dœpression œconomique. Il a alors eu ces mots inoubliables, qui sont encore d'œactualitœ aujourd'œhui: "La seule chose dont nous devrions avoir peur est la peur elle-mœme."

Compte tenu de la situation œconomique actuelle, l'œanxiœtœ des citoyens europœens confrontœs a la perspective de perdre leur emploi ou leur logement et de devoir changer radicalement leur mode de vie est parfaitement comprœhensible. Mais la peur est un sentiment irrationnel qui, s'œil prend le dessus, peut pousser a faire des choix et a prendre des dœcisions irrationnels et crœer une spirale inexorable.

Dans les temps que nous traversons, nous avons besoin d'œune vœritable autoritœ politique, capable de prendre des dœcisions qui peuvent œtre a la fois dures et impopulaires. Les responsables politiques europœens doivent s'œefforcer de restaurer la confiance et de rœsister a toute tentation de recourir a une rœtorique populiste, qui pourrait rassurer temporairement leur œlectorat, mais n'œapporterait pas de solution a long terme.

L'œachivement du marchœ intœrieur de l'œUnion europœenne au dœbut des annœes 1990 – qui a consacœ la libre circulation des biens et des services, du travail et du capital – a permis a nos œconomies de connaœtre un essor considœrable. Fondœ sur l'œidœe que le tout est supœrieur a la somme de ses parties, le marchœ unique europœen est en lui-mœme un moteur pour une croissance durable. Si les consommateurs europœens ont accœs a une plus large gamme de biens et de services de qualitœ, sans que les prix soient gonflœs par des taxes a l'œimportation et des droits de douane, c'œest directement au marchœ unique europœen qu'œils le doivent.

Si nous permettions aujourd'œhui que des mesures protectionnistes dœsorganisent ce marchœ de

P?ttering : Faire obstacle au protectionnisme et d?fendre le march? unique europ?en

plus de 500 millions de consommateurs (si l'on ajoute la Suisse, la Norvige et l'Islande aux 27 ?tats membres), nous saperions la base m?me de notre prosp?rit?.

Les institutions de l'Union europ?enne – la Commission, le Conseil et le Parlement – ont tout particuli?rement le devoir de d?fendre les int?r?ts de la communaut? dans son ensemble, plut?t que des int?r?ts nationaux, r?gionaux ou sectoriels ?troits. La Commission europ?enne, en tant que gardienne des trait?s, doit d?fendre avec d?termination les r?gles du march? int?rieur et prendre des mesures tr?s fermes a l'encontre de tout ?tat membre qui cherche a les enfreindre.

L'actuelle pr?sidence tchique du Conseil a ?galement un r?le majeur a jouer et je salue l'esprit de d?cision du premier ministre Topol?nek, qui a convoqu? un sommet de crise pour le 1er mars, afin de d?battre des derni?res ?volutions. Cette r?union du Conseil europ?en doit garantir que les mesures prises individuellement par les ?tats membres sont compatibles entre elles et ne contreviennent en aucune mani?re aux r?gles du march? int?rieur.

Si chacun des 27 ?tats membres cherchait a "faire cavalier seul", ils n'iraient pas tr?s loin. Un tel nationalisme ?conomique finirait par nuire a ses propres instigateurs, si les autres pays choisissaient de leur "rendre la pareille". Dans les faits, notre march? int?rieur repose sur une s?rie d'interconnexions ?troites, de sorte que des biens produits, disons, en Allemagne, peuvent d?pendre de composants provenant, par exemple, de Pologne et du Danemark, et ktre ensuite commercialis?s, par exemple, en Italie et en Grice. Parler d'"emplois britanniques pour les travailleurs britanniques" ou de "voitures fran?aises fabriqu?es en France" est simpliste et revient a ignorer la complexit? de notre syst?me ?conomique europ?en.

Le Parlement europ?en, en tant que seule institution directement ?lue, d?fendra ?galement vigoureusement les int?r?ts de la communaut? dans son ensemble et de tous ses citoyens. Nous nous opposerons a toute vell?it? de politique protectionniste qui nuirait au march? int?rieur et, en fin de compte, appauvrirait l'Union enti?re vis-a-vis de nos concurrents dans le monde. En tant que l?gislateurs, nous souhaitons voir la loi appliqu?e et respect?e. L'Union europ?enne est fond?e sur l'?tat de droit, si bien que les ?tats membres, qu'ils soient grands, moyens ou petits, sont tous ?gaux devant la loi et qu'aucun d'entre eux ne peut ktre autoris? a s'affranchir de la loi au d?triment des autres.

Le sommet du 1er mars est une occasion pour l'Union europ?enne de montrer clairement au reste du monde que l'Union europ?enne et ses ?tats membres n'ont pas l'intention de se retrancher derri?re des barri?res protectionnistes. Si nous laissons la peur et le populisme imposer une philosophie du "chacun pour soi", le r?sultat en sera un ?chec pour tous. Nous devons rester fid?les au principe europ?en fondamental de solidarit? pour pouvoir surmonter ensemble les difficult?s ?conomiques actuelles.